

N° 402

# SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1991-1992

---

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 juin 1992.

## PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE,  
APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE,

*portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au  
revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et  
l'exclusion sociale et professionnelle,*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyé à la commission des Affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle  
d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

---

*L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, après déclara-  
tion d'urgence, le projet de loi dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

Assemblée nationale (9<sup>e</sup> législ.) : 2733, 2747, 2759 et T.A. 658.

---

Politique économique et sociale.

## TITRE PREMIER

### DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N° 88-1088 DU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1988 RELATIVE AU REVENU MINIMUM D'INSERTION

#### Article premier.

Le titre III de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion est ainsi rédigé :

#### *« TITRE III*

#### *« DE L'INSERTION*

#### *« Chapitre premier.*

#### *« Le dispositif départemental d'insertion et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.*

*« Art. 34. — Le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général conduisent ensemble l'action d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, avec le concours des autres collectivités territoriales et des autres personnes morales de droit public ou privé, notamment les associations, concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.*

*« Art. 35. — Il est institué un conseil départemental d'insertion, coprésidé par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général ou leurs délégués. Les membres du conseil départemental d'insertion sont nommés conjointement par le président du conseil général et le représentant de l'Etat dans le département. Le conseil comprend notamment des représentants de la région, du département et des communes, des représentants d'institutions, d'entreprises, d'organismes ou d'associations intervenant dans le domaine économique et social ~~et des~~ membres des commissions locales d'insertion.*

*« Le président de chaque commission locale d'insertion ou le représentant qu'il désigne est membre de droit du conseil départemental d'insertion.*

**« Art. 36. — Le conseil départemental d'insertion élabore et adopte, avant le 31 mars, le programme départemental d'insertion de l'année en cours.**

**« Ce programme, qui s'appuie notamment sur les programmes locaux d'insertion élaborés par les commissions locales d'insertion définies à l'article 42-1 et toute autre information transmise par celles-ci :**

**« 1° évalue les besoins à satisfaire, compte tenu des caractéristiques des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ; l'évaluation portera notamment sur le domaine social, sur le domaine de la formation, sur l'accès à l'emploi, au logement, à la santé, aux transports, à la culture, sur la vie associative ;**

**« 2° recense les actions d'insertion déjà prises en charge par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres personnes morales de droit public ou privé ;**

**« 3° évalue, le cas échéant, les moyens supplémentaires à mettre en œuvre pour assurer l'insertion des bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion ;**

**« 4° évalue également les besoins spécifiques de formation des personnels et bénévoles concernés ;**

**« 5° détermine les mesures nécessaires pour harmoniser l'ensemble des actions d'insertion conduites ou envisagées dans le département et pour élargir et diversifier les possibilités d'insertion compte tenu des contributions des différents partenaires.**

**« Il recense en outre :**

**« 1° la répartition entre les différentes catégories d'actions des crédits que le département doit obligatoirement consacrer aux dépenses d'insertion des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion en application de l'article 38 ;**

**« 2° la répartition entre les différentes catégories d'actions des crédits affectés par l'Etat aux actions d'insertion menées dans le département en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.**

**« Le conseil départemental d'insertion peut élargir le champ du programme départemental d'insertion à l'ensemble de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et à l'ensemble des actions en faveur de l'insertion, notamment en matière économique, sous réserve que les crédits obligatoires prévus à l'article 38 restent affectés aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Le conseil départemental peut proposer ou faire réaliser toutes études ou enquêtes sur les phénomènes spécifiques de pauvreté et de précarité dans le département.**

**« Art. 37. — En outre, le conseil départemental d'insertion :**

**« 1° assure la cohérence des actions d'insertion conduites ou à conduire dans le département et prend notamment en compte les plans locaux d'insertion économique ;**

**« 2° communique aux services compétents, tant de l'Etat que du département, l'évaluation des besoins à satisfaire pour aider à l'insertion des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ;**

**« 3° met en place un dispositif d'évaluation indépendante et régulière des actions d'insertion menées.**

**« Le conseil examine les programmes locaux d'insertion, et prévoit le cas échéant d'affecter des moyens à leur exécution, dans les conditions prévues aux deuxième alinéa de l'article 42-3.**

**« Le conseil est réuni au minimum deux fois par an. Il est tenu informé de l'avancement du programme départemental d'insertion, et de la conclusion et des conditions d'exécution des conventions visées à l'article 39. Le représentant de l'Etat et le président du conseil général lui soumettent un rapport annuel, y compris financier, au plus tard quinze jours avant le vote du programme annuel.**

**« Art. 38. — Pour le financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion et des dépenses de structure correspondantes, le département est tenu d'inscrire annuellement, dans un chapitre individualisé de son budget, un crédit au moins égal à 20 % des sommes versées, au cours de l'exercice précédent, par l'Etat dans le département au titre de l'allocation de revenu minimum d'insertion. Les dépenses résultant de la prise en charge, pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, de la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations de sécurité sociale peuvent être imputées sur ce crédit à concurrence de 3 % desdites sommes en métropole et 3,75 % dans les départements d'outre-mer.**

**« Art. 39. — L'Etat et le département passent une convention définissant les conditions, notamment financières, de mise en œuvre du programme départemental d'insertion. Cette convention peut être complétée par des conventions avec la région et les autres collectivités territoriales et personnes morales intéressées, notamment les associations concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Elles précisent les objectifs et les moyens des dispositifs d'insertion financés ainsi que les modalités d'évaluation des résultats.**

**« Art. 40. — Lorsque le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général ne parviennent pas à un accord pour exercer les compétences qui leur sont dévolues conjointement par la présente loi ou lorsque le conseil départemental d'insertion n'a pas**

adopté le programme départemental d'insertion de l'année en cours avant le 31 mars, les décisions relevant de leurs compétences sont prises par arrêté conjoint du ministre chargé de l'intérieur, du ministre chargé de l'action sociale et du ministre chargé de l'emploi.

« *Art. 41.* — Les crédits résultant de l'obligation prévue à l'article 38 sont engagés dans le cadre des conventions mentionnées à l'article 39.

« Le montant des crédits n'ayant pas fait l'objet d'un engagement de dépenses, constaté au compte administratif, est reporté intégralement sur les crédits de l'année suivante. En l'absence de report de ces crédits, le représentant de l'Etat dans le département met en œuvre la procédure prévue à l'article 52 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

« *Art. 42.* — La participation minimale du département, telle qu'elle est définie par l'article 38, est prise en compte pour le calcul de la participation financière des communes prévue à l'article 93 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

## « *Chapitre II.*

### « *Le dispositif local d'insertion.*

« *Art. 42-1.* — La commission locale d'insertion visée aux articles 13 et 14 a pour missions :

« 1° d'évaluer les besoins d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans son ressort ;

« 2° de recenser l'offre disponible d'insertion et d'évaluer les possibilités d'évolution et de diversification ;

« 3° d'élaborer un programme local d'insertion destiné à assurer l'offre d'insertion adaptée aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ;

« 4° d'animer la politique locale d'insertion ;

« 5° d'approuver les contrats d'insertion prévus par les articles 13 et 14.

« La commission locale d'insertion peut formuler des propositions relatives à l'ensemble de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et de l'action en faveur de l'insertion dans son ressort.

« Le nombre et le ressort des commissions locales d'insertion sont fixés conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et

le président du conseil général, après consultation des maires des communes chef lieu de canton, et après avis du conseil départemental d'insertion. Le ressort tient compte des limites d'agglomérations, le cas échéant des modalités de regroupement intercommunal existantes, ainsi que des bassins d'emploi et des données relatives à l'habitat.

« *Art. 42-2.* – La commission locale d'insertion est composée, en nombre égal, de représentants de l'Etat et de représentants du conseil général, dont au moins un conseiller général élu dans le ressort de la commission, des représentants des communes du ressort de la commission, des représentants d'institutions, du système éducatif, d'entreprises, organismes ou associations concourant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

« Le représentant de l'Etat et le président du conseil général, conjointement, arrêtent la liste des membres de la commission locale d'insertion et désignent son président. Les modalités d'établissement de la liste sont fixées par voie réglementaire.

« Le bureau de la commission locale d'insertion est composé du président de la commission, d'un représentant de l'Etat, d'un représentant du conseil général, du maire de la commune siège et de trois membres désignés par la commission, dont au moins un représentant des associations concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

« Le bureau prépare les dossiers soumis à la commission, notamment le programme local d'insertion. Les dossiers individuels sont présentés de manière anonyme.

« Le bureau peut, par délégation de la commission, approuver les contrats d'insertion.

« *Art. 42-3.* – Le programme local d'insertion définit les orientations et prévoit les actions d'insertion. Il recense les moyens correspondants.

« Après son adoption, la commission locale d'insertion transmet le programme local d'insertion au conseil départemental d'insertion qui en vérifie la cohérence avec le programme départemental d'insertion ; le conseil départemental prévoit, s'il y a lieu, les moyens à affecter à l'exécution du programme local d'insertion.

**« Chapitre III.**

**« Le contrat d'insertion.**

**« Art. 42-4. — Dans les trois mois qui suivent la mise en paiement de l'allocation de revenu minimum d'insertion et au vu des éléments utiles à l'appréciation de la situation sanitaire, sociale, professionnelle, financière des intéressés et de leurs conditions d'habitat, il est établi entre l'allocataire et les personnes prises en compte pour la détermination du montant de cette allocation qui satisfont à une condition d'âge d'une part, et la commission locale d'insertion dans le ressort de laquelle il réside d'autre part, un contrat d'insertion faisant apparaître :**

**« 1° la nature du projet d'insertion qu'ils sont susceptibles de former ou qui peut leur être proposé ;**

**« 2° la nature des facilités qui peuvent leur être offertes pour les aider à réaliser ce projet ;**

**« 3° le calendrier des démarches et activités d'insertion qu'implique la réalisation de ce projet et les conditions d'évaluation, avec le bénéficiaire, des différents résultats obtenus.**

**« Art. 42-5. — L'insertion proposée aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et définie avec eux peut, notamment, prendre une ou plusieurs des formes suivantes :**

**« 1° actions d'évaluation, d'orientation et de remobilisation ;**

**« 2° activités d'intérêt général ou emplois, avec ou sans aide publique ;**

**« 3° actions permettant aux bénéficiaires de retrouver ou de développer leur autonomie sociale, moyennant un accompagnement social approprié, la participation à la vie familiale et civique ainsi qu'à la vie sociale notamment du quartier ou de la commune et à des activités de toute nature, notamment de loisir, de culture et de sport ;**

**« 4° actions permettant l'accès à un logement, le relogement ou l'amélioration de l'habitat ;**

**« 5° actions visant à améliorer les compétences professionnelles, la connaissance et la maîtrise de l'outil de travail, ainsi que les capacités d'insertion des bénéficiaires, notamment par leur accompagnement en milieu professionnel ;**

« 6° actions visant à faciliter l'accès aux soins, les soins de santé envisagés ne pouvant pas, en tant que tels, être l'objet du contrat d'insertion.

*« Chapitre IV.*

*« L'accompagnement.*

*« [Division et intitulé nouveaux.]*

*« Art. 42-6 (nouveau). — Le président de la commission locale d'insertion désigne, pour chaque bénéficiaire d'un contrat d'insertion, un accompagnateur chargé de coordonner la mise en œuvre des différents aspects sociaux, économiques, éducatifs et sanitaires du contrat. L'accompagnateur harmonise l'action des différents intervenants. »*

Art. 2.

Il est inséré dans la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 précitée un titre III *bis* ainsi rédigé :

*« TITRE III BIS*

*« LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE*

*« Chapitre premier.*

*« Dispositions générales.*

*« Art. 43. — Outre le revenu minimum d'insertion, le dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté comprend notamment les mesures d'accueil et d'hébergement d'urgence mis en œuvre dans le cadre des programmes annuels de lutte contre la pauvreté et la précarité, les actions menées à partir des centres de réinsertion sociale, l'aide à la prise en charge des factures impayées d'eau et d'énergie, les dispositifs locaux d'accès aux soins des plus démunis, les mesures prévues pour la prévention et le règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, les plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, les fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté, les mesures favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, notamment par l'insertion économique, la politique de la ville et le développement social des quartiers.*



**« Art. 43-1. – Il est institué un conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, comprenant notamment des représentants d'associations intervenant dans le domaine économique et social, et chargé :**

**« – d'animer les réflexions sur la coordination des politiques d'insertion au plan national et local ;**

**« – de proposer ou de réaliser toutes études sur les phénomènes de pauvreté et de précarité ;**

**« – de faire des propositions sur les problèmes posés par la pauvreté.**

**« Les membres du conseil et son président sont désignés par le Premier ministre dans des conditions fixées par décret.**

## **« Chapitre II.**

### **« Aide aux jeunes en difficulté.**

**« Art. 43-2. – Un fonds d'aide aux jeunes, destiné à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, est institué dans chaque département.**

**« Le fonds départemental prend en charge, après avis d'un comité local et en renforcement des autres dispositifs mis en œuvre pour l'insertion des jeunes, des aides financières directes accordées aux jeunes, pour une durée limitée et à titre subsidiaire, ainsi que les mesures d'accompagnement nécessaires.**

**« Les conditions d'attribution des aides et les modalités de fonctionnement des comités locaux sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.**

**« Art. 43-3. – Il peut être créé, dans le ressort du département, par convention entre l'Etat, le département, une ou plusieurs communes, des fonds locaux d'aide aux jeunes répondant à l'objectif défini au premier alinéa de l'article 43-1, et permettant d'attribuer les aides et de mettre en œuvre les mesures d'accompagnement prévues au deuxième alinéa du même article.**

**« Art. 43-4. – Le financement du fonds départemental est assuré par l'Etat et le département. La participation du département est au moins égale à celle de l'Etat.**

**« La région, les communes et les organismes de protection sociale peuvent également participer au financement du fonds.**

« La participation des communes peut être affectée à des fonds locaux créés en application de l'article 43-2.

*« Chapitre III.*

*« Accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie.*

« Art. 43-5. — Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières du fait d'une situation de précarité a droit à une aide de la collectivité pour accéder ou préserver son accès à une fourniture d'eau et d'énergie.

« Art. 43-6. — Il est créé en faveur des familles et des personnes visées à l'article 43-5 un dispositif national d'aide et de prévention pour faire face à leurs dépenses d'électricité et de gaz.

« Ce dispositif fait l'objet d'une convention nationale entre l'Etat, Electricité de France et Gaz de France définissant notamment le montant et les modalités de leurs concours financiers respectifs.

« Dans chaque département, une convention est passée entre le préfet et le ou les représentants d'Electricité de France et de Gaz de France, et, le cas échéant, des collectivités territoriales ou des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale et des organismes de protection sociale. Ces conventions déterminent notamment les modalités de gestion des aides et les actions préventives ou éducatives en matière de maîtrise d'énergie. »

*Art. 2 bis (nouveau).*

L'article 9 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

: « Le forfait pour jardin personnel est supprimé. »

*Art. 3.*

Le titre premier de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 précitée est ainsi modifié :

A l'article 2, les mots : « nés ou à naître » sont insérés après les mots : « assume la charge d'un ou plusieurs enfants ».

**Art. 4.**

**Le titre II de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 est ainsi modifié :**

**I. — Aux articles 7, 11, 13 et 16, les mots : « article 36 » sont remplacés par les mots : « article 42-4 ».**

**II. — L'article 12 est ainsi modifié :**

**1° Au premier alinéa, les mots : « auprès des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale » sont remplacés par les mots : « auprès du centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de résidence du demandeur ».**

**2° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :**

**« Le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune de résidence transmet, à tout moment, au représentant de l'Etat dans le département les éléments d'information dont il dispose sur les ressources et la situation de famille de l'intéressé, ainsi que sur sa situation au regard de l'insertion. L'intéressé est tenu informé des éléments le concernant transmis par le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de sa commune de résidence. »**

**3° Il est inséré après la première phrase du troisième alinéa une phrase ainsi rédigée :**

**« Cet organisme assume également la responsabilité de l'élaboration et suit la mise en œuvre du contrat d'insertion mentionné à l'article 42-4. »**

**III. — L'article 13 est complété par un quatrième alinéa ainsi rédigé :**

**« Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, si, du fait de l'intéressé et sans motif légitime, le contrat d'insertion n'est pas établi dans le délai de trois mois mentionné au premier alinéa, le versement de l'allocation est suspendu par le représentant de l'Etat après avis de la commission locale d'insertion. »**

**IV. — L'article 14 est ainsi modifié :**

**1° Après les mots : « contrat d'insertion mentionné », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « à l'article 42-4 et, le cas échéant, au vu du nouveau contrat d'insertion. »**

2° Il est ajouté un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas où le contrat est arrivé à échéance si, du fait de l'intéressé et sans motif légitime, le contrat n'a pas été renouvelé ou un nouveau contrat n'a pas pu être établi, le versement de l'allocation peut être suspendu par le représentant de l'Etat, après avis de la commission locale d'insertion. La suspension ne peut pas être prononcée lorsque la responsabilité du défaut de communication du contrat d'insertion est imputable aux services chargés de le conclure avec l'intéressé. »

V. — Au premier alinéa de l'article 16, les mots : « du bénéficiaire de la prestation » sont remplacés par les mots : « des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ».

VI. — Il est inséré après l'article 16 un article 16-1 ainsi rédigé :

« *Art. 16-1.* — Lorsqu'il y a eu suspension de l'allocation au titre des articles 13, 14 et 16, son versement est repris par l'organisme payeur sur décision du représentant de l'Etat dans le département à compter de la date de conclusion du contrat d'insertion ou de l'avis de la commission locale d'insertion. »

VII. — Le deuxième alinéa de l'article 17 est ainsi rédigé :

« Les décisions déterminant le montant de l'allocation peuvent être révisées à la demande de l'intéressé, du représentant de l'Etat dans le département ou de l'organisme payeur, dès lors que des éléments nouveaux modifient la situation au vu de laquelle ces décisions sont intervenues. »

VIII. — Il est inséré après l'article 17 un article 17-1 ainsi rédigé :

« *Art. 17-1.* — En cas de suspension de l'allocation au titre des articles 13, 14 et 16 ou d'interruption du versement de l'allocation, le représentant de l'Etat dans le département met fin au droit au revenu minimum d'insertion dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Lorsque la fin de droit est consécutive à une mesure de suspension prise en application des articles 13, 14 ou 16, l'ouverture d'un nouveau droit, dans l'année qui suit la décision de suspension, est subordonnée à la signature préalable d'un contrat d'insertion. »

IX. — Il est inséré après l'article 20 un article 20-1 ainsi rédigé :

« *Art. 20-1.* — Le représentant de l'Etat dans le département peut, par convention avec les organismes payeurs mentionnés à l'article 19, déléguer aux directeurs de ces organismes, dans les conditions fixées par voie réglementaire, certaines des compétences qui lui sont dévolues par la présente loi. »

**X. – L'article 21 est ainsi modifié :**

**1° A la fin de cet article est ajoutée une phrase ainsi rédigé :**

**« Les organismes payeurs transmettent à ceux-ci ainsi qu'aux présidents des centres communaux d'action sociale et aux organismes instructeurs concernés la liste des personnes percevant une allocation de revenu minimum d'insertion. »**

**2° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :**

**« Lorsqu'elles sont conservées sur support informatique, les informations mentionnées au présent article peuvent faire l'objet de transmission entre les organismes susvisés, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Un décret fixera les modalités d'information des bénéficiaires qui font l'objet d'un contrôle défini dans le présent article. »**

**XI. – L'article 22 est ainsi modifié :**

**1° Les mots : « ainsi que dans l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre du contrat d'insertion » sont insérés après les mots : « l'attribution de l'allocation ».**

**2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :**

**« Toute personne à laquelle a été transmise, en application de l'article 21, la liste des personnes percevant une allocation de revenu minimum d'insertion est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal et passible des peines prévues audit article. »**

**XII. – A l'article 23, après les mots : « 342 du code civil », sont insérés les mots : « , à celles qui sont instituées par les articles 205 et 206 de ce même code pour ce qui concerne les personnes visées au 2° de l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ».**

**XIII. – L'article 29 est ainsi modifié :**

**1° Au deuxième alinéa, la phrase : « Ce recours a un caractère suspensif » est supprimée.**

**2° Il est ajouté un cinquième alinéa ainsi rédigé :**

**« Le recours mentionné au deuxième alinéa et le dépôt d'une demande de remise ou de réduction de créance ont un caractère suspensif. »**

**XIV. – Les deuxième et troisième alinéas de l'article 31 sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :**

« Les blocages de comptes courants de dépôts ou d'avances ne peuvent avoir pour effet de faire obstacle à l'insaisissabilité de l'allocation.

« Nonobstant toute opposition, les allocataires dont le revenu minimum d'insertion est servi par versement à un compte courant de dépôts ou d'avances peuvent effectuer mensuellement des retraits de ce compte dans la limite du montant de l'allocation de revenu minimum d'insertion.

« Toutefois, le représentant de l'Etat dans le département peut demander à l'organisme payeur, après avis de la commission locale d'insertion et avec l'accord du bénéficiaire, de mandater l'allocation au nom d'un organisme agréé à cet effet, à charge pour celui-ci de la reverser au bénéficiaire, éventuellement de manière fractionnée, et le cas échéant d'acquitter le montant du loyer restant imputable à l'allocataire.

« Sur demande de l'allocataire, les cotisations d'assurance maladie mentionnées à l'article 1106-6 du code rural ou à l'article L. 612-4 du code de la sécurité sociale sont recouvrées sur l'allocation de revenu minimum d'insertion.

« Un décret précise les conditions d'application du présent article. »

XV. — Le dernier alinéa de l'article 31 devient le premier alinéa de l'article 32.

#### Art. 5.

Les articles 45, 48, 49 et 52 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 précitée sont abrogés.

## TITRE II

### DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

#### Art. 6.

Il est inséré au code de la famille et de l'aide sociale, après l'article 186, un titre III *bis* ainsi rédigé :

**« TITRE III BIS**

**« AIDE MÉDICALE**

**« Chapitre premier.**

**« Conditions générales d'admission.**

**« Art. 187-1. — Sous réserve des dispositions de l'article 186, toute personne résidant en France a droit, pour elle-même et les personnes à sa charge au sens des articles L. 161-14 et L. 313-3 du code de la sécurité sociale, à l'aide médicale pour les dépenses de soins qu'elle ne peut supporter.**

**« Cette aide totale ou partielle est attribuée en tenant compte des ressources du foyer du demandeur, à l'exclusion de certaines prestations à objet spécialisé, ainsi que de ses charges. Un barème départemental peut être défini par le règlement départemental d'aide sociale pour l'admission de plein droit à l'aide médicale des personnes prises en charge par le département en vertu de l'article 190-1. Un barème, établi par voie réglementaire, peut déterminer les conditions d'admission de plein droit à l'aide médicale des personnes prises en charge par l'État en vertu de l'article 190-1. Les demandes auxquelles ces barèmes ne permettent pas de faire droit sont examinées dans les conditions prévues par l'article 189-6. »**

**« Art. 187-2. — I. — Sont admises de plein droit à l'aide médicale pour la prise en charge des cotisations d'assurance personnelle prévue par le 3° de l'article 188-1 :**

**« 1° les personnes qui bénéficient du revenu minimum d'insertion institué par la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 ;**

**« 2° les personnes âgées de dix-sept à vingt-cinq ans qui satisfont aux conditions de ressources et de résidence en France fixées par cette loi pour l'attribution du revenu minimum d'insertion.**

**« II. — En outre, les personnes mentionnées au 1° du I bénéficient de plein droit de l'aide médicale pour la part laissée à leur charge en application des articles L. 322-2 et L. 741-9 du code de la sécurité sociale ainsi que pour le forfait journalier institué par l'article L. 174-4 du même code.**

**« III. — Les règles relatives à l'obligation alimentaire ne sont pas mises en jeu pour les prestations d'aide médicale prises en charge au titre du présent article.**

« IV. — La prise en charge de plein droit des cotisations d'assurance personnelle au titre du I ci-dessus prend fin, sous réserve des dispositions de l'article L. 741-10 du code de la sécurité sociale, quand le droit à l'allocation de revenu minimum d'insertion cesse d'être ouvert ou quand les personnes âgées de dix-sept à vingt-cinq ans cessent de remplir les conditions de ressources ou de résidence mentionnées au 2° du I ci-dessus. Elle est, toutefois, maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la prise en charge de droit commun des cotisations d'assurance personnelle dans les conditions déterminées au présent titre.

## *« Chapitre II.*

### *« Dépenses prises en charge au titre de l'aide médicale.*

« Art. 188-1. — Sont pris en charge, totalement ou partiellement, au titre de l'aide médicale :

« 1° les frais définis aux 1°, 2°, 4° et 6° de l'article L. 321-1 et à l'article L. 331-2 du code de la sécurité sociale par application des tarifs servant de base au calcul des prestations de l'assurance maladie ;

« 2° le forfait journalier institué par l'article L. 174-4 du même code ;

« 3° les cotisations à l'assurance personnelle mentionnées aux articles L. 741-4 et L. 741-5 du même code, dans les conditions fixées par l'article L. 741-3-1 de ce code.

« Art. 188-2. — Le règlement départemental d'aide sociale, mentionné par l'article 34 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, peut prévoir des dispositions plus favorables et, en particulier, la prise en charge de cotisations d'un régime complémentaire d'assurance maladie.

« Art. 188-3. — La prise en charge au titre de l'aide médicale des dépenses mentionnées à l'article 188-1 est subordonnée à la condition que l'intéressé fasse valoir ses droits aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité ainsi qu'aux garanties auxquelles il peut prétendre auprès d'une mutuelle, d'une entreprise d'assurances ou d'une institution de prévoyance mentionnée à l'article L. 732-1 du code de la sécurité sociale ou à l'article 1050 du code rural.

« Les dispositions de l'alinéa précédent peuvent être rendues applicables par le règlement départemental d'aide sociale pour les prestations versées en application de l'article 188-2.



« Les organismes mentionnés à l'article 189-1 assistent le demandeur dans les démarches qu'il engage pour faire valoir les droits définis au premier alinéa.

« *Art. 188-4.* — Sous réserve des conventions mentionnées au 2° de l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale, les dépenses prises en charge au titre de l'aide médicale sont payées directement aux prestataires de soins ou de services par la collectivité à laquelle incombe cette aide en application de l'article 190-1.

### « *Chapitre III.*

#### « *Modalités d'admission à l'aide médicale.*

« *Art. 189-1.* — La demande d'aide médicale est déposée :

« 1° soit auprès du centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de résidence de l'intéressé ;

« 2° soit auprès du service départemental d'action sociale défini à l'article 28 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

« 3° soit auprès des associations ou organismes à but non lucratif agréés à cet effet par décision conjointe du président du conseil général et du représentant de l'Etat dans le département ;

« 4° soit auprès des organismes d'assurance maladie lorsque cette procédure est prévue par une convention conclue en application de l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale.

« L'organisme devant lequel la demande a été déposée établit un dossier conforme à un modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'action sociale.

« *Art. 189-2.* — Le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune de résidence de l'intéressé transmet, à tout moment, au président du conseil général les éléments d'information dont il dispose sur les ressources et la situation de famille du demandeur ou du bénéficiaire de l'aide médicale.

« L'intéressé est tenu informé des éléments le concernant qui ont été transmis en application du présent article.

« *Art. 189-3.* — Les personnes qui se trouvent, au moment de la demande d'aide médicale, sans résidence stable et qui n'ont pas élu domicile en application de l'article 15 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion doivent, pour bénéfi-

cier de cette aide, élire domicile auprès d'un organisme spécialement agréé par décision du représentant de l'Etat dans le département.

« Les conditions d'agrément ainsi que les modalités selon lesquelles les organismes peuvent recevoir l'élection de domicile sont fixées par voie réglementaire.

« L'organisme auprès duquel une personne se trouvant sans résidence stable dépose sa demande doit apporter son concours à l'intéressé pour l'accomplissement des démarches permettant l'élection de domicile.

« *Art. 189-4.* — I. — Sous réserve des dispositions du III de l'article 187-2, les prestations prises en charge par l'aide médicale peuvent être recouvrées auprès des personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard des bénéficiaires de cette aide.

« II. — Les demandeurs d'une admission au bénéfice de l'aide médicale sont informés du recouvrement possible auprès des personnes tenues à l'obligation alimentaire à leur égard des prestations prises en charge par l'aide médicale.

« III. — Les dispositions de l'article 144 ne sont pas applicables.

« *Art. 189-5.* — Les dossiers de demande d'aide médicale établis par les organismes mentionnés à l'article 189-1 sont transmis dans les huit jours du dépôt de celle-ci au président du conseil général ou, dans le cas prévu à l'article 189-3, au préfet, qui en assure l'instruction.

« *Art. 189-6.* — Sous réserve des dispositions du 5° de l'article 35 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée, l'admission à l'aide médicale est prononcée par le président du conseil général ou, pour les personnes mentionnées à l'article 189-3, par le représentant de l'Etat qui a reçu le dossier. Elle est accordée pour une période d'un an, sans préjudice de la révision de la décision en cas de modification de la situation de l'intéressé.

« L'admission peut être prononcée pour des périodes plus courtes, dans les cas définis par voie réglementaire.

« *Art. 189-7.* — Sont immédiatement admis au bénéfice de l'aide médicale :

« 1° les demandeurs dont la situation l'exige ;

« 2° les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ;

« *Art. 189-8.* — Lorsque postérieurement à une décision d'admission à l'aide médicale il apparaît que l'intéressé relève d'une autre collectivité publique, le président du conseil général ou, pour les

personnes mentionnées à l'article 189-3, le représentant de l'Etat dans le département notifie sa décision à l'autorité administrative compétente dans un délai de trois mois à compter de la demande.

« Si cette notification n'est pas faite dans le délai requis, les frais engagés restent à la charge de la collectivité publique qui a prononcé l'admission.

#### « Chapitre IV.

#### « Dispositions financières.

« Art. 190-1. — Sous réserve des dispositions du 5<sup>o</sup> de l'article 35 de la loi n<sup>o</sup> 83-663 du 22 juillet 1983 précitée, les dépenses d'aide médicale sont prises en charge :

« 1<sup>o</sup> par le département où réside l'intéressé au moment de la demande d'admission à l'aide médicale ;

« 2<sup>o</sup> par l'Etat, pour les personnes dépourvues de résidence stable, et ayant fait élection de domicile auprès d'un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 189-3.

« En cas d'admission dans un établissement de santé ou dans un établissement social ou médico-social, les dépenses sont prises en charge par le département où l'intéressé résidait antérieurement à cette admission ou, s'il était dépourvu de résidence stable lors de cette admission, par l'Etat.

« Art. 190-2. — Dans la limite des prestations allouées, l'Etat ou le département qui assure l'avance des frais en application des dispositions du 1<sup>o</sup> de l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale sont subrogés dans les droits du bénéficiaire de l'aide médicale vis-à-vis des organismes d'assurance maladie et des organismes mentionnés au premier alinéa de l'article 188-3.

« Lorsque les prestations d'aide médicale ont pour objet la réparation d'un dommage ou d'une lésion imputable à un tiers, l'Etat ou le département peuvent poursuivre contre le tiers responsable le remboursement des prestations mises à leur charge.

« Art. 190-3. — Des avances sur recettes d'aide médicale sont accordées par le département aux établissements de santé de court et moyen séjour lorsque les recettes attendues au titre de l'aide médicale dépassent un seuil fixé par décret. »

**Art. 7.**

Le titre III du code de la famille et de l'aide sociale est ainsi modifié :

I. – 1° Il est inséré, après le premier alinéa de l'article 124-2, un alinéa ainsi rédigé :

« Les prestations d'aide médicale sont attribuées par le président du conseil général ou par le représentant de l'Etat dans le département dans les conditions fixées par le titre III *bis* du présent code. »

2° Au deuxième alinéa de l'article 124-2, les mots : « à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots : « aux alinéas précédents ».

II. – Au premier alinéa de l'article 128, les mots : « au second alinéa de l'article 124-2 » sont remplacés par les mots : « au troisième alinéa de l'article 124-2 ».

III. – A l'article 132, après les mots : « commission centrale d'aide sociale », sont insérés les mots : « ainsi que dans le cas où celui-ci est engagé au titre de l'article 29 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion ».

IV. – Au deuxième alinéa de l'article 146, sont insérés après les mots : « d'aide sociale à domicile » les mots : « et d'aide médicale à domicile ».

V. – Il est ajouté au chapitre III du titre III un article 149-1 ainsi rédigé :

« *Art. 149-1.* – Les dispositions de l'article 141 ne sont pas applicables en cas de demande d'admission à l'aide médicale. »

VI. – Le chapitre VII du titre III est abrogé.

VII. – A l'article 186, sont insérés, après les mots : « du présent titre », les mots : « et au titre III *bis* ».

**Art. 8.**

Le titre IV du code de la famille et de l'aide sociale est ainsi modifié :

I. – Le début de l'article 192 est ainsi rédigé :

« Sous réserve des dispositions du titre III *bis* et à l'exception des prestations à la charge de l'Etat... (*le reste sans changement*). »

II. – Aux premier et deuxième alinéas de l'article 202, les mots : « des titres III et IV » sont remplacés par les mots : « des titres III, III *bis* et IV ».

### TITRE III

#### DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

##### Art. 9.

L'article L. 313-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« *Art. L. 313-1.* – I. – Pour avoir droit et ouvrir droit :

« 1° aux prestations prévues aux 1°, 2°, 3°, 4° et 6° de l'article L. 321-1,

« 2° aux prestations prévues au 5° de l'article L. 321-1 pendant une durée déterminée,

« 3° aux prestations des assurances maternité et décès,

« l'assuré social doit justifier, au cours d'une période de référence, soit avoir cotisé sur la base d'un salaire au moins égal à un montant fixé par référence au salaire minimum de croissance, soit avoir effectué un nombre minimum d'heures de travail salarié ou assimilé.

« II. – Pour bénéficier :

« 1° des prestations prévues au 5° de l'article L. 321-1, sans interruption, au-delà de la durée fixée en application du 2° du premier alinéa,

« 2° des indemnités journalières de l'assurance maternité,

« l'assuré doit, en outre, justifier d'une durée minimale d'immatriculation. »

##### Art. 10.

L'article L. 341-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

**« Art. L. 341-2. — Pour recevoir une pension d'invalidité, l'assuré social doit justifier à la fois d'une durée minimale d'immatriculation et, au cours d'une période de référence, soit d'un montant minimum de cotisations fixé par référence au salaire minimum de croissance, soit d'un nombre minimum d'heures de travail salarié ou assimilé. »**

#### **Art. 11.**

**I. — 1° Au deuxième alinéa de l'article L. 161-2 du code de la sécurité sociale, après les mots : « la condition », sont insérés les mots : « d'un montant minimum de cotisation ou ».**

**2° A l'article L. 161-3 du code de la sécurité sociale, après les mots : « les mêmes conditions », sont insérés les mots : « d'un montant minimum de cotisation ou ».**

**II. — Au premier alinéa de l'article L. 741-2 du code de la sécurité sociale, les mots : « conditions de durée du travail ou de cotisations » sont remplacés par les mots : « conditions de montant de cotisations ou de durée du travail ».**

#### **Art. 12.**

**La section 2 du chapitre premier du titre IV du livre VII du code de la sécurité sociale est complétée par un article L. 741-3-1 ainsi rédigé :**

**« Art. L. 741-3-1. — Les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale et les personnes à leur charge qui n'ont pas droit à un titre quelconque aux prestations en nature d'un régime obligatoire d'assurance maladie-maternité sont obligatoirement affiliées au régime de l'assurance personnelle dans la mesure où elles remplissent les conditions d'affiliation prévues au présent chapitre. »**

#### **Art. 13.**

**Sont insérés, à la section 3 du chapitre premier du titre IV du livre VII du code de la sécurité sociale, les articles L. 741-4-1 et L. 741-4-2 ainsi rédigés :**

**« Art. L. 741-4-1. — Sous réserve de la prise en charge par l'un des organismes prévus aux 1° et 2° de l'article L. 741-4, les cotisations des personnes mentionnées à l'article L. 741-3-1 sont prises en charge par la collectivité publique à laquelle sont imputées les dépenses d'aide médicale.**

**« Art. L. 741-4-2. — L'Etat et les départements peuvent conclure avec les unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et les caisses primaires d'assurance maladie une convention prévoyant que les cotisations mentionnées aux articles L. 741-4 et L. 741-5, prises en charge au titre de l'aide sociale, sont payées sous la forme d'une dotation globale annuelle, calculée sur une base forfaitaire, proportionnelle au nombre d'assurés.**

**« Les modalités de fixation et de versement de la dotation globale annuelle sont fixées par voie réglementaire. »**

#### Art. 14.

Au a) du 2° de l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale, les mots : « à l'exclusion des frais d'hospitalisation » sont supprimés.

#### Art. 15.

Il est inséré après l'article L. 182-2 du code de la sécurité sociale un article L. 182-3 ainsi rédigé :

**« Art. L. 182-3. — Pour les prestations prises en charge de plein droit par l'aide médicale, par application de barèmes établis en vertu de l'article 187-1 du code de la famille et de l'aide sociale ou des dispositions de l'article 187-2 dudit code, la convention conclue en application du 2° de l'article L. 182-1 peut prévoir que les organismes d'assurance maladie exercent au nom du département les compétences qui lui sont attribuées, en matière d'aide médicale en vertu du titre III *bis* du code de la famille et de l'aide sociale. Dans ce cas, les dispositions de la convention prévues à cet effet doivent être conformes à une convention-type établie par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale après consultation de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, de la caisse centrale de secours mutuels agricoles et de la caisse nationale de l'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Cette convention-type détermine notamment les modalités du versement des avances de trésorerie et des frais de gestion par les départements aux organismes d'assurance maladie.**

**« Les conventions associant plusieurs régimes peuvent prévoir la désignation, parmi eux, d'un organisme unique chargé soit de centraliser les règlements des dépenses de soins des assurés sociaux bénéficiaires de l'aide médicale, effectués en application du 2° de l'article L. 182-1, soit d'assurer la gestion de l'aide médicale, soit d'effectuer l'ensemble de ces missions.**

**« Lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée au premier alinéa, le directeur du ou des organismes d'assurance maladie est substitué au**

président du conseil général pour l'application des articles 189-6 et 189-7 du code de la famille et de l'aide sociale. »

#### Art. 16.

Il est inséré après l'article L. 182-3 du code de la sécurité sociale un article L. 182-4 ainsi rédigé :

**« Art. L. 182-4. — Pour les prestations prises en charge de plein droit par l'aide médicale, par application du barème fixé par voie réglementaire prévu par l'article 187-1 du code de la famille et de l'aide sociale ou des dispositions de l'article 187-2 dudit code, une convention conclue entre, d'une part, l'Etat et, d'autre part, la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, la caisse centrale de secours mutuels agricoles et la caisse nationale de l'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles peut préciser les conditions dans lesquelles les organismes d'assurance maladie exercent au nom de l'Etat les compétences dévolues à celui-ci, en matière d'aide médicale, en vertu des dispositions du titre III *bis* du code de la famille et de l'aide sociale.**

**« Cette convention détermine les modalités de versement de frais de gestion aux organismes d'assurance maladie.**

**« Des organismes chargés d'assurer la gestion de l'aide médicale pour l'ensemble des régimes peuvent être désignés par les directeurs des organismes signataires des conventions.**

**« La convention mentionnée au premier alinéa prévoit les conditions dans lesquelles les directeurs des organismes d'assurance maladie exercent les attributions dévolues au représentant de l'Etat pour l'application des articles 189-6 et 189-7 du code de la famille et de l'aide sociale. »**

#### Art. 17.

Il est inséré après l'article L. 182-4 du code de la sécurité sociale un article L. 182-5 ainsi rédigé :

**« Art. L. 182-5. — Lorsqu'elles sont conservées sur support informatique, les données strictement nécessaires à l'attribution de l'aide médicale peuvent faire l'objet de transmissions entre les organismes susvisés dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.**

**« Un décret fixera les modalités d'information des bénéficiaires qui feront l'objet d'un contrôle défini dans le présent article. »**



## TITRE IV

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### Art. 18.

I. — Le troisième alinéa de l'article L. 322-4-8 du code du travail est ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article L. 122-2, les contrats emploi-solidarité peuvent, dans la limite de leur durée maximale, être renouvelés deux fois. Toutefois, le nombre de renouvellements peut être porté à trois pour certaines catégories de bénéficiaires définies par le décret mentionné à l'alinéa précédent ».

II. — Il est inséré dans le code du travail un article L. 322-4-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 322-4-8-1.* — I. — L'Etat peut passer des conventions avec les employeurs mentionnés à l'article L. 322-4-7 pour favoriser l'embauche de personnes qui ne peuvent trouver un emploi ou bénéficier d'une formation à l'issue d'un contrat emploi-solidarité. Peuvent être embauchées à ce titre des personnes qui, au moment de leur entrée en contrat emploi-solidarité, étaient âgées de cinquante ans ou plus et demandeurs d'emploi depuis au moins un an, ou bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion sans emploi depuis au moins un an, ou demandeurs d'emploi depuis plus de trois ans, ou bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 323-1.

« La durée de ces conventions ne peut excéder douze mois, renouvelables par voie d'avenant dans la limite d'une durée maximale de soixante mois.

« Le contrat de travail conclu en vertu de ces conventions est, soit un contrat à durée indéterminée, soit un contrat à durée déterminée de droit privé passé en application de l'article L. 122-2. Dans ce dernier cas, sa durée ne peut excéder soixante mois. Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 122-2 et du troisième alinéa de l'article L. 122-1 relatives au nombre maximum des renouvellements ne lui sont pas applicables.

« II. — L'Etat prend en charge, dans des conditions fixées par décret, une partie du coût afférent aux embauches effectuées en application des conventions mentionnées au I.

« Ces embauches ouvrent droit à l'exonération des cotisations à la charge de l'employeur au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, pendant la durée de la convention. Toutefois, les cotisations afférentes à la partie de la rémunération qui excède un montant fixé par décret ne donnent pas lieu à exonération.

« Les aides et les exonérations prévues par le présent article ne peuvent être cumulées avec une autre aide de l'Etat à l'emploi. »

### Art. 19.

I. — Le 1° de l'article L. 322-4-2 du code du travail est ainsi rédigé :

« 1° A une aide forfaitaire de l'Etat lorsque les bénéficiaires sont, soit âgés de plus de cinquante ans et privés d'emploi depuis une durée ou dans des conditions particulières précisées par décret en Conseil d'Etat, soit bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion et sans emploi depuis plus d'un an, soit demandeurs d'emploi depuis plus de trois ans, soit bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 323-1. Le montant de cette aide est fixé par décret. »

II. — Le 2° de l'article L. 322-4-6 est ainsi rédigé :

« 2° Dans la limite d'une période de dix-huit mois suivant la date d'embauche, pour :

« — les demandeurs d'emploi de plus de trois ans ;

« — les personnes âgées de plus de cinquante ans privées d'emploi depuis une durée ou dans des conditions particulières précisées par décret en Conseil d'Etat, et à l'exception de celles visées au 1° du présent alinéa ;

« — les bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion sans emploi depuis plus d'un an ;

« — les travailleurs reconnus handicapés par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel et les autres bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue à l'article L. 323-1. »

### Art. 19 bis (nouveau).

Le 3° de l'article L. 230 du code électoral est abrogé.

**Art. 19 *ter* (nouveau).**

Les modalités particulières d'application de la présente loi aux départements d'outre-mer, dans le respect des principes mis en œuvre en métropole, sont également fixées par décret en Conseil d'Etat, après consultation des collectivités locales compétentes.

Ces conditions devront permettre notamment de mieux prendre en compte les spécificités économiques et sociales de ces départements afin d'améliorer :

1° les modalités de fixation de l'allocation et de détermination des ressources prises en compte pour le calcul de l'allocation de revenu minimum d'insertion, notamment en ce qui concerne les personnes non salariées des professions agricoles ;

2° les règles relatives aux modalités de calcul, de déconcentration, de gestion et d'affectation de la différence de montant définies au deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 20 janvier 1989 portant application aux départements d'outre-mer de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion.

**Art. 20.**

Au troisième alinéa de l'article L. 322-4-16 du code du travail, les mots : « des sections 1 à 3 » sont supprimés.

**Art. 20 *bis* (nouveau).**

Au dernier alinéa de l'article 52 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991 relative à la formation professionnelle et à l'emploi, la date : « 31 mai » est remplacée par la date « 30 septembre ».

**Art. 20 *ter* (nouveau).**

I. — L'article L. 321-1 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toute rupture du contrat de travail résultant de l'une des causes énoncées à l'alinéa précédent. »

II. — Après l'article L. 321-1-1 du code du travail, est inséré un article L. 321-1-2 ainsi rédigé :

**« Art. L. 321-1-2. — Lorsque l'employeur envisage le licenciement de plusieurs salariés ayant refusé une modification substantielle de leur contrat de travail, ces licenciements sont soumis aux dispositions applicables en cas de licenciement collectif pour motif économique. »**

**Art. 21.**

L'article L. 351-12 du code du travail est ainsi modifié :

**I. — Le 2° est complété par les mots : « ainsi que les agents non statutaires des groupements d'intérêt public ».**

**II. — La dernière phrase de l'avant-dernier alinéa est supprimée.**

**III. — Après le dernier alinéa sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :**

**« Les employeurs visés au présent article sont tenus d'adhérer au régime d'assurance prévu à l'article L. 351-4 pour les salariés engagés à titre temporaire qui relèvent des professions de la production cinématographique, de l'audiovisuel ou du spectacle, lorsque l'activité exercée est comprise dans le champ d'application des aménagements apportés par le régime d'assurance aux conditions d'indemnisation, en vertu de l'article L. 351-14.**

**« Les litiges résultant de l'adhésion au régime prévu à l'article L. 351-4 relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires. »**

**Art. 22.**

L'article L. 351-21 du code du travail est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

**« Les informations détenues par les organismes de sécurité sociale peuvent être rapprochées de celles détenues par les organismes mentionnés au présent article pour la vérification du versement des contributions mentionnées à l'article L. 351-3 et la vérification des droits des salariés au revenu de remplacement prévu à l'article L. 351-2.**

**« Les conditions d'application du présent article seront précisées par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. »**

**Art. 22 bis (nouveau).**

Dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, la Commission nationale de l'informatique et des libertés remettra un rapport au Parlement sur les différents dispositifs mis en place concernant les échanges d'informations relatifs à la situation des personnes bénéficiant de prestations versées sous condition de ressources ou délivrées par les organismes d'indemnisation du chômage, les abus éventuellement constatés et les mesures propres à sauvegarder la vie privée des intéressés.

**Art. 22 ter (nouveau).**

I. — Au premier alinéa de l'article L. 321-13 du code du travail, les mots : « trois mois » sont remplacés par les mots : « six mois ».

II. — Les dispositions du présent article sont applicables aux ruptures de contrat de travail notifiées à partir du 10 juin 1992 et jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1992.

**Art. 22 quater (nouveau).**

I. — A compter du 1<sup>er</sup> août 1992, le premier alinéa de l'article L. 321-13 du code du travail est ainsi rédigé :

« Toute rupture du contrat de travail d'un salarié d'un âge déterminé par décret ouvrant droit au versement de l'allocation de base prévue à l'article L. 351-3 entraîne l'obligation pour l'employeur de verser aux organismes visés à l'article L. 351-21 une cotisation dont le montant est fixé par décret dans la limite de douze mois de salaire brut calculé sur la moyenne mensuelle des salaires versés au cours des douze derniers mois travaillés. Ce montant peut varier selon l'âge auquel intervient la rupture et la taille de l'entreprise concernée. Cette cotisation n'est pas due dans les cas suivants : ».

II. — A compter de la même date, après le 6<sup>o</sup> de l'article L. 321-13, est ajouté un 7<sup>o</sup> ainsi rédigé :

« 7<sup>o</sup> lorsque la rupture concerne un salarié qui était âgé de plus de cinquante ans lors de son embauche. »

**Art. 23.**

L'article 9 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle est abrogé.

**Art. 24.**

Les dispositions de la présente loi, à l'exception de celles des articles 18, 19, 19 *bis*, 20, 20 *bis*, 20 *ter*, 21, 22, 22 *bis*, 22 *ter* et 22 *quater* entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

**Art. 25 (nouveau).**

Après le deuxième alinéa du *b*) de l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, le Gouvernement présentera au Parlement un rapport d'information sur les logements vacants dans les agglomérations spécifiant, entre autres, les motifs et la durée de la vacance. »

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 juin 1992.*

*Le Président,*

*Signé : HENRI EMMANUELLI.*